



Bruxelles, le 24 octobre 2014

Le fait de la semaine

Françoise Grossetête a participé mardi 21 octobre à une rencontre organisée par le Cercle de l'Industrie, en présence des Présidents de plusieurs grands groupes français et de collègues eurodéputés. L'occasion notamment d'échanger sur le nouveau cadre climat-énergie à l'horizon 2030, à propos duquel Françoise Grossetête est intervenue lors du débat en session plénière. La rencontre fut aussi l'occasion **d'un hommage ému au grand PDG de Total, Christophe de Margerie**, décédé accidentellement dans la nuit de lundi à mardi, et qui avait prévu d'être présent à cette réunion.

Le Parlement européen adoube la Commission Juncker

Mercredi 22 octobre, les eurodéputés ont approuvé le nouveau collège composé de 27 commissaires, tel que présenté par le Président-élu, Jean-Claude Juncker, issu du parti européen de la droite et du centre-droit. Il prendra ses fonctions le 1er novembre prochain.

" Je me félicite du vote de confiance à la Commission Juncker qui sera, j'en suis sûre, forte, audacieuse et responsable. Ce vote est un vote démocratique qui résulte directement de la volonté des citoyens européens exprimée lors des élections de mai dernier. Rejeter cette Commission simplement parce que Pierre Moscovici en est membre n'aurait pas été responsable. La droite, largement majoritaire au sein de la

nouvelle équipe, aurait eu plus à perdre qu'à gagner dans un tel jeu politique. De plus, Pierre Moscovici sera supervisé par deux Vice-Présidents de notre famille politique. Par ce vote, nous ne lui avons donc pas donné carte blanche, au contraire, il se sait sous étroite surveillance."

" Désormais, loin de toute polémique, nous allons enfin pouvoir nous remettre au travail rapidement et sérieusement. L'Union européenne se doit d'être efficace pour redonner un souffle au projet européen, répondre aux attentes de nos concitoyens, remettre le continent sur les rails de la croissance et lutter contre le chômage qui ne cesse de s'accroître. Il y a urgence! " a déclaré Françoise Grossetête.

Adoption du budget 2015

Le 22 octobre, le Parlement européen rejetait des coupes de deux milliards d'euros dans le projet de budget 2015, appelant les États membres à respecter leurs engagements budgétaires.

Plusieurs programmes européens, dont les bourses d'études Erasmus, sont en effet à nouveau menacés, faute de pouvoir dégager les financements nécessaires. Les députés européens ont ainsi demandé aux États membres de consentir une rallonge de 4,7 milliards d'euros pour le budget 2014 et de renoncer aux coupes prévues dans le budget 2015.

"Si elle veut rester crédible, notamment auprès des citoyens, l'Europe ne doit pas apparaître comme un mauvais payeur" a expliqué Françoise Grossetête. *"Plusieurs millions d'euros restent impayés en cette fin d'année alors que les fonds avaient pourtant été prévus dans le budget 2014. Les principaux bénéficiaires sont les jeunes, les PME, les universités ou les instituts de recherche. En cette période de crise, il est inacceptable qu'ils soient privés des financements promis, tout ça parce que les États membres refusent de mettre la main à la poche"* a estimé l'eurodéputée.

Sur la base de ces propositions, des négociations doivent maintenant être engagées entre les institutions européennes, dans l'espoir de pouvoir parvenir à une adoption définitive du budget le 26 novembre.

Résolution sur le Semestre européen

Les eurodéputés ont adopté le 22 octobre 2014 le rapport sur le semestre européen. Le "semestre européen" est un cycle de coordination des politiques économiques et budgétaires au sein de l'UE. Ce cycle permet aux États membres d'aligner leurs politiques économiques et budgétaires sur les règles et les objectifs arrêtés au niveau de l'UE. En conséquence, le semestre vise à : garantir des finances publiques saines, favoriser la croissance économique et prévenir les déséquilibres macroéconomiques excessifs en Europe.

Françoise Grossetête a voté en faveur de ce texte car il rappelle aux États membres qu'il faut mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires: *"elles demandent du courage mais elles sont indispensables"*.

Elle estime en effet *"qu'il faut éviter d'imposer un fardeau trop lourd aux générations futures."*

"La stimulation de la croissance passe par exemple par la modernisation de nos systèmes de soins de santé, qui ne doit pas entraver l'accès des patients à l'innovation médicale. De même, il faut adapter nos systèmes de retraite pour prendre en compte le vieillissement de la population" selon l'eurodéputée.

La Commission européenne devra présenter des rapports trimestriels au Parlement sur les progrès liés à la mise en œuvre des recommandations par pays.

"Il est temps que certains États membres, dont la France, se mettent enfin au travail!".

Le chiffre de la semaine

53 ans : c'est l'âge moyen d'un Commissaire européen dans la nouvelle équipe mise en place par Jean-Claude Juncker. Une équipe renouvelée, dynamique et expérimentée pour relever les nombreux défis qui attendent l'Union européenne !
